

## L'économie de Wallis-et-Futuna en 2013 Un bilan positif marqué par un fléchissement de l'activité au dernier trimestre

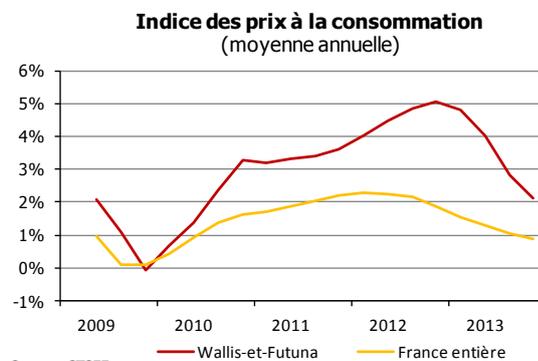
L'activité économique du Territoire, dynamique sur une grande partie de l'année dans le sillage des Mini-Jeux du Pacifique, fléchit sur les derniers mois. Secteur moteur de l'économie, le BTP a fait face à une demande particulièrement forte jusqu'en septembre, mais enregistre une chute d'activité en fin d'année due notamment à la finalisation de chantiers significatifs qui l'avaient mobilisés depuis 2010. Le secteur du commerce, bien orienté durant les neuf premiers mois, aurait également enregistré une baisse de son chiffre d'affaires fin 2013. Les importations diminuent sur l'année mais se situent à un niveau élevé. Cette baisse est principalement le résultat d'une évolution favorable des taux de change, la baisse des prix des produits importés en devises étrangères contribuant également à la forte décélération de la hausse des prix observée sur l'année. Les dernières données définitives disponibles sur l'emploi, à fin juin 2013, présentent une progression du nombre de salariés déclarés, mais la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF) annonce une diminution significative de l'emploi dans le secteur privé en fin d'année.

L'activité bancaire se contracte sensiblement après une année 2012 particulièrement dynamique. Le repli de l'activité de financement, parallèlement à la collecte des dépôts, impacte l'ensemble des acteurs économiques et laisse apparaître les signes précurseurs d'une année 2014 en demi-teinte. L'assainissement du portefeuille de crédit de la banque locale se poursuit et permet de ramener le taux de créances douteuses à un niveau encore jamais atteint.

### DES INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES EN DEMI-TEINTE

#### La hausse des prix décélère fortement

Amorcé fin 2012, le ralentissement de la hausse des prix s'est confirmé en 2013. En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation s'inscrit en augmentation de 2,1 % en 2013, contre 5,0 % en 2012. Les prix de l'énergie enregistrent le plus fort ralentissement sur l'année (+0,8 % contre +8,6 % en 2012). Les prix de l'alimentation ont progressé de 1,7 % en moyenne sur l'année, contre 5,0 % en 2012. La hausse des tarifs des services ralentit également de manière conséquente (+2,6 % en 2013 contre +4,9 % en 2012). Le ralentissement de la hausse des prix s'est moins fait ressentir pour les produits manufacturés (+2,5 % en moyenne contre +3,1 % en 2012).

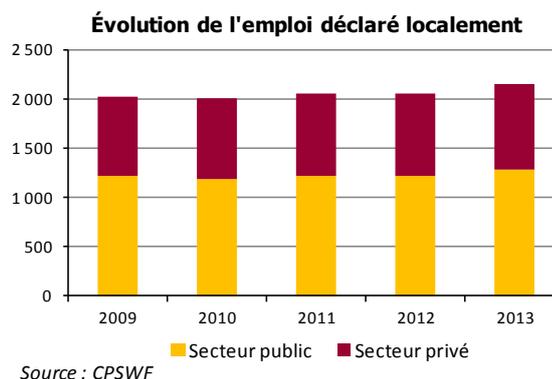


Dans le cadre de la loi Lurel, le premier accord annuel du « bouclier qualité-prix » entre l'État et les professionnels de la distribution est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2013. Il a entériné une baisse moyenne de 10 à 13 % du prix d'un panier de 11 produits de grande consommation.

#### L'emploi salarié est en progression au 30 juin 2013

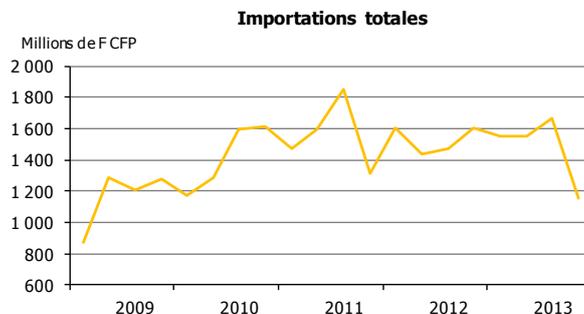
Au 30 juin 2013, 2 155 travailleurs salariés sont déclarés à la CPSWF, contre 2 062 à fin juin 2012. Les secteurs public et privé enregistrent tous deux une progression en termes d'emploi, respectivement de 4,9 % et 3,9 %. Le secteur public concentre 59,6 % de l'emploi déclaré (1 284 personnes) et le secteur privé 41,4 % (871 salariés). Le secteur du BTP, qui a été fortement mobilisé en 2013, connaît une augmentation sensible de ses effectifs salariés.

Toutefois, selon la CPSWF, le secteur privé accuserait une nette diminution de ses effectifs en fin d'année. Cette évolution serait à rapprocher de la dégradation du niveau d'activité dans le secteur du BTP.



## Les importations reculent légèrement sur l'année

Les importations de l'archipel s'élèvent à 5,92 milliards de F CFP en 2013, en recul de 3,3 % en valeur par rapport à 2012. Les importations de biens de consommation diminuent de 7,5 % et celles de produits des industries agricoles et alimentaires, qui représentent plus du quart des importations totales, se contractent de 3,4 % sur l'année. Les importations de biens intermédiaires contribuent le plus significativement à la réduction des importations (-18,4 % par rapport à 2012). À l'inverse, les importations de biens d'équipement et de produits de l'industrie automobile progressent sur la même période (respectivement de +16,8 % et +16,4 %).



Source : Douanes

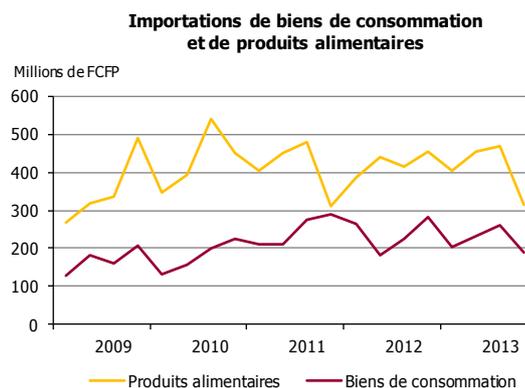
Cependant, il convient de noter que la baisse en valeur des importations s'inscrit dans un contexte de taux de change favorable du franc Pacifique vis-à-vis de ses principaux pays fournisseurs. Ainsi, sur l'année 2013, le franc Pacifique s'apprécie par rapport aux dollars australien (+21,3 %), fidjien (+9,6 %), singapourien (+8,1 %) et néo-zélandais (+4,5 %). De surcroît, la forte augmentation du nombre de porte-conteneurs ayant touché le Territoire (27 contre 19 en 2012) et du nombre de conteneurs de marchandises importés (+23,7 % en rythme annuel) incite également à la prudence quant à l'analyse de la baisse des importations en valeur.

Par ailleurs, les recettes fiscales augmentent en 2013 : elles s'élèvent à 2,38 milliards de F CFP, en augmentation de 6,6 % par rapport à 2012. Ces dernières sont constituées à plus de 70 % de taxes douanières et sont fortement corrélées au niveau des importations, en l'absence d'impôts sur le revenu et sur les bénéfices des sociétés. Les taxes d'entrée, qui frappent toutes les marchandises importées, et les droits de douanes, appliqués sur les produits originaires de pays extérieurs à l'Union européenne, progressent respectivement de 7,7 % et 4,3 %.

Sur l'année 2013, les exportations, composées de produits de la mer et de biens artisanaux, s'élèvent à 12 millions de F CFP, contre 13,25 millions de F CFP en 2012.

## La consommation des ménages ralentit

Fin 2013, les importations de biens de consommation atteignent 883 millions de F CFP, en baisse de 7,5 % par rapport à 2012. Relativement stables durant les neuf premiers mois, elles chutent de 27,4 % au quatrième trimestre. Sur l'année, les importations de produits de l'édition affichent la plus forte baisse (-18,9 %), suivies des importations de produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien (-10,8 %) et des importations de biens d'équipements du foyer (-8,9 %). Seules les importations d'articles d'habillement et de cuir augmentent en rythme annuel (+9,4 %). Les importations de produits alimentaires diminuent de 3,4 % en 2013, principalement en raison de leur chute au dernier trimestre (-32,7 % par rapport à fin septembre 2013). La baisse en valeur des importations de biens de consommation est toutefois à considérer avec réserve, comme expliqué dans le paragraphe dédié aux importations.



Source : Douanes

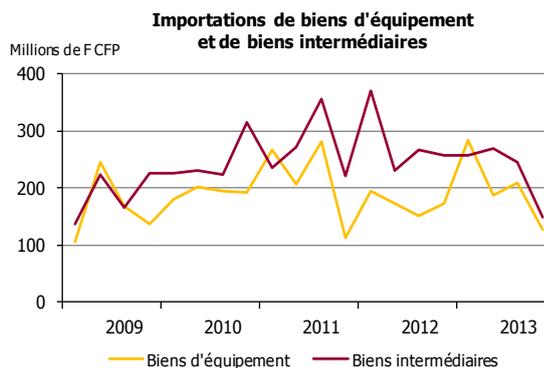
Les ventes de véhicules de tourisme diminuent légèrement cette année mais restent d'un bon niveau, avec 95 nouvelles immatriculations au cours de l'année, contre 103 en 2012.

L'encours bancaire des crédits à la consommation progresse de 4,9 % sur un an. En 2013, la situation financière des ménages s'améliore encore : le nombre d'incidents de paiement par chèques s'établit à 871 contre 1 027 en 2012. Le nombre de personnes en interdiction bancaire régresse également, passant de 397 en 2012 à 330 à fin décembre 2013.

## L'effort d'investissement progresse par rapport 2012

Après avoir été bien orienté pendant les neuf premiers mois, l'effort d'investissement des entreprises se réduit sensiblement au dernier trimestre, les importations de biens d'équipement chutant de 38,9 % par rapport à fin septembre 2013. Toutefois, sur l'année, ces dernières sont en progression de 16,8 % par rapport à 2012. Le nombre d'acquisitions de véhicules utilitaires neufs est également en hausse sensible, avec 107 immatriculations en 2013 contre 59 en 2012. Les importations de biens intermédiaires, qui diminuent fortement en fin d'année (-39,2 % au cours des trois derniers mois) sont globalement en baisse par rapport à 2012 (-18,4 %).

Les financements accordés aux entreprises pour les investissements, d'un montant global de 1,99 milliard de F CFP, se contractent à fin 2013 (-6,6 % par rapport à fin 2012). En revanche, l'encours des crédits d'exploitation est en progression sur l'année, passant de 76 millions de F CFP fin 2012 à 112 millions de F CFP au 31 décembre 2013.

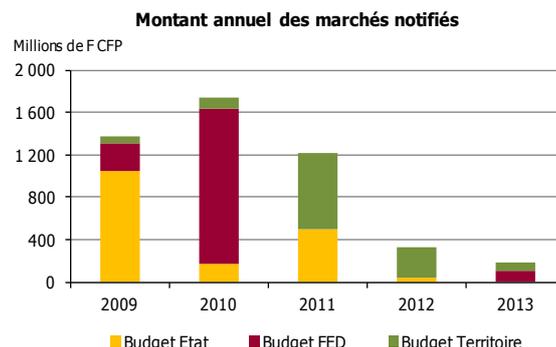


Source : Douanes

# LE BTP ET LE COMMERCE, SECTEURS MOTEURS DE L'ÉCONOMIE

## Après neuf mois d'une activité dynamique, le BTP ralentit fin 2013

Au cours des trois premiers trimestres, le secteur du bâtiment a bénéficié d'une activité particulièrement soutenue. Des chantiers significatifs, lancés en 2010 et 2011, se sont poursuivis et achevés cette année : il s'agit principalement de la construction de la salle omnisports de Kafika (535 millions de F CFP), et du chantier du port de commerce de Mata'Utu (1,4 milliard de F CFP). Par ailleurs, plusieurs chantiers de construction d'infrastructures sportives, entrepris en vue de l'organisation des Mini-Jeux sur le Territoire (budget global d'environ 450 millions de F CFP), ont contribué à mobiliser le secteur jusqu'à la tenue de l'évènement en septembre. Enfin, les dégâts engendrés par le passage du cyclone *Evan* sur Wallis, mi-décembre 2012, a également intensifié l'activité du secteur en 2013.



Sources : Service des finances, Cellule Europe

Les importations de ciment, qui s'élevaient à 76 millions de F CFP en 2013, reculent de 27,7 % par rapport à 2012. Au troisième trimestre, le secteur du BTP présente les premiers signes d'une inversion de tendance, avec une chute des importations de ciment qui se confirme au quatrième trimestre.

En fin d'année, quelques chantiers dans le domaine public mais aussi dans le secteur privé permettent de maintenir un certain niveau d'activité, bien que sensiblement réduit. La baisse importante du montant des marchés publics notifiés pour la troisième année consécutive, et l'absence de relais dans le secteur privé inquiètent les professionnels du secteur.

À fin juin, les effectifs déclarés du secteur, composés de 134 salariés, étaient en forte progression par rapport à fin juin 2012. Une réduction des effectifs est attendue pour la fin de l'année.

## Globalement bien orientée en 2013, l'activité commerciale se replie en fin d'année

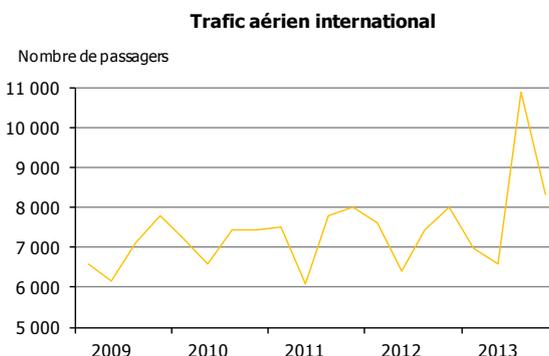
Après avoir été globalement bien orientée durant les premiers mois de l'année, l'activité du secteur du commerce affiche aussi des signes de ralentissement au dernier trimestre. Alors qu'à fin septembre, le niveau d'activité des commerçants était jugé satisfaisant comparativement à 2012, il ressort que le dernier trimestre a été marqué par des baisses significatives de chiffres d'affaires, d'environ 10 à 15 % par rapport au dernier trimestre 2012.

L'évolution des importations de biens de consommation vient corroborer ce constat : en effet, alors qu'au cours des neuf premiers mois de l'année, les importations de biens de consommation ont globalement progressé de 3,3 % par rapport à la même période en 2012, leur chute enregistrée au quatrième trimestre 2013 aboutit à un résultat annuel inférieur à 2012.

## Le secteur du tourisme stimulé par les Mini-Jeux

En 2013, 32 048 passagers ont effectué un vol international à destination ou au départ de Wallis, soit une augmentation sensible par rapport à 2012 (+11,3 %). La desserte aérienne a atteint un niveau record au troisième trimestre grâce à la tenue des Mini-Jeux du Pacifique à Wallis-et-Futuna, avec 10 901 passagers comptabilisés par l'Aviation civile.

L'évènement sportif, qui s'est déroulé du 2 au 12 septembre 2013, a permis l'émergence, certes éphémère, d'une petite activité touristique sur l'archipel. Les hôtels en ont pleinement profité en affichant un taux de remplissage de 100 % durant toute la durée des compétitions. Les artisans locaux ont fait face à une forte demande de la part des visiteurs qui s'est traduite par un chiffre d'affaires exceptionnellement élevé. De même, les commerces et snacks proches des lieux de compétition ont vu affluer une clientèle composée des délégations sportives et des volontaires présents pour l'occasion.



Source : Aviation civile

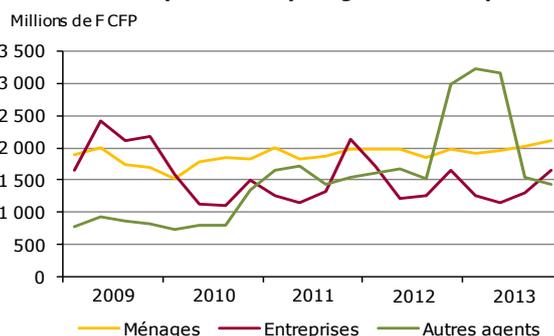
La fréquentation du Territoire en fin d'année était encore relativement élevée comparativement à la période précédant les Mini-Jeux.

# LE FINANCEMENT DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES SE CONTRACTE

## Sensible recul de l'épargne

Sur l'année, les actifs financiers diminuent de 18,3 %, pour atteindre un encours total de 7,17 milliards de FCFP. Principale composante de l'épargne (75 %), les dépôts collectés localement se replient de 21,3 % en rythme annuel. La préférence des agents économiques pour les dépôts plus liquides est notable. La contraction des dépôts à terme et des comptes d'épargne à régime spécial (respectivement -64,8 % et -14,1 %), n'est que partiellement compensée par la hausse des dépôts à vue (+5,7 %). Les placements hors zone d'émission enregistrent une baisse plus modérée (-9,5 %), exclusivement imputable aux OPCVM monétaires arrivés à échéance au cours de l'année (-64,9 %).

Dépôts locaux par agent économique

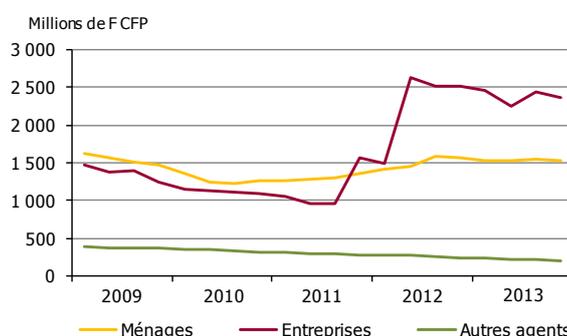


Source : IEOM

## Repli de l'activité de financement

Faisant suite à une année 2012 dynamique, l'encours des crédits accordés par l'ensemble des établissements bancaires intervenant localement se contracte de 4,4 % en rythme annuel (4,16 milliards de FCFP). Sur l'année, le financement des entreprises connaît un fléchissement de 5,7 %, pour atteindre un encours de 2,37 milliards de FCFP, tandis que les concours octroyés aux ménages reculent de 2 % sur la même période (1,53 milliard de FCFP). Exclusivement dédiés à l'investissement, les concours aux collectivités locales se replient de 15 % (204 millions de FCFP). La banque locale consent 44,3 % des crédits sur la place contre 42,1 % au 31 décembre 2012.

Encours des crédits par agent économique



Source : IEOM

## Une sinistralité en léger recul

L'encours des créances douteuses brutes s'élève à 93,1 millions de FCFP, en repli de 2,7 % en rythme annuel. La qualité du portefeuille reste stable depuis décembre 2012. La banque affiche un taux de créances douteuses inédit à 4,8 %, en recul de 0,2 point sur l'année.

## PERSPECTIVES

En ce début d'année 2014, le BTP, secteur clé de l'économie locale, connaît un ralentissement significatif de son activité. Le chantier de reconstruction du quai de Leava à Futuna constitue le seul marché public conséquent programmé à l'heure actuelle. Il nécessite un complément d'études et reste en attente de signature. Ce projet est financé à hauteur de 1,83 milliard de FCFP dans le cadre du X<sup>e</sup> FED territorial.

Alors que la commande publique constituait le principal moteur du secteur du BTP, l'importante baisse des marchés publics notifiés et l'absence de relais dans le secteur privé inquiètent fortement les agents économiques locaux. Le niveau d'activité de ce secteur joue en effet un rôle essentiel sur la conjoncture du Territoire, participant notamment à la monétarisation des ménages dans une économie encore traditionnelle. Les programmes des contrats de développement et les financements accordés dans le cadre du Fonds européen de développement consacrés aux infrastructures devraient néanmoins permettre d'assurer aux entreprises une activité pour les années à venir, bien qu'à un niveau moindre que celui de ces dernières années.

Depuis 2012, un effort important est entrepris pour développer et professionnaliser le secteur primaire, de façon à renforcer sa contribution à la vie économique locale en termes de création de richesses et d'emplois. Une récente mission du ministère de l'Agriculture préconise d'inscrire le développement de ce secteur comme priorité politique, afin notamment de favoriser l'accès à l'emploi mais également de mieux satisfaire les attentes du marché local, fortement dépendant des importations.

L'année 2014 pourrait se révéler une année charnière pour le Territoire. La création d'un cadre favorisant le développement de l'activité du secteur privé, que ce soit en termes d'aide à la création d'entreprise ou de mise en place d'outils permettant l'accès au financement bancaire, semble constituer la condition nécessaire à un développement économique endogène.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : avril 2014 – Dépôt légal : avril 2014 – ISSN 1968-6277